



Rassemblement Citoyen, le 22 septembre à 15h devant la trésorerie de St Géry

Lettre ouverte aux Elus(es) du Lot, associations et collectifs de défense Citoyens

La réforme territoriale, une privatisation des territoires et de la puissance publique au service de la finance, contre le monde du travail et la ruralité

Dans le cadre de la politique de l'offre et surtout pour répondre aux exigences de l'Union européenne et du capital, le gouvernement actuel entend adapter avec sa réforme, l'organisation institutionnelle de notre pays, de l'État aux communes. Ils veulent construire des «territoires entreprises», c'est à dire, adapter les territoires, notamment les régions et les métropoles ainsi que les règles qui les régissent aux besoins exclusifs du capital!!

Pour sortir de la crise, les territoires ont davantage besoin de coopération, d'un développement équilibré et cohérent liant « industrie – service – service public » que d'une concurrence entre quelques territoires dits « d'excellence », poussant les autres vers la désertification.

Les salariés refusent cette adaptation aux nouvelles donnes du capitalisme, de sa compétition économique mondiale qui est mise en cohérence avec le projet actuel de traité transatlantique et tous les autres traités visant à la libéralisation sans fin des échanges brisant toutes les capacités de régulation publique.

Elle conduit au renforcement de l'austérité et à l'accroissement des inégalités sociales et territoriales que la CGT combat.

Depuis son arrivée au pouvoir, le Président de la république est devenu le «PDG de l'entreprise France», sous contrôle du conseil d'administration que constitue le MEDEF. Il faut entendre l'appareil d'État dans son ensemble, c'est à dire en incluant toute la sphère publique dont les collectivités locales.

Les conséquences pour les populations et les salariés seraient terribles, elles se caractériseraient principalement par :

- L'institutionnalisation de la mise en concurrence des normes et des droits des salariés, entre territoires, le tout en nivelant par le bas, bien sûr! C'est tout l'édifice national et homogène du droit du travail et tout ce qui s'y rattache, y compris la protection sociale qui serait mis en danger constitutionnellement.

- L'abandon accru de la présence des services publics et la réduction drastique des services et administrations de l'État, notamment à l'échelon départemental et régional.
- La mise sous tutelle complète des collectivités locales par les grands groupes privés.
- La suppression d'échelons démocratiques de proximité et le renvoi des décisions à d'obscures instances de plus en plus éloignées des citoyens, la mort des communes !
- La mise en œuvre d'un vaste plan social permettant la suppression de milliers d'emplois publics locaux et à terme de nouveaux déserts territoriaux.

C'est tout l'édifice du « modèle français » qui est en jeu. C'est sans précédent !



REFORME TERRITORIALE

Le plus grand plan social de licenciement de l'état !

Cette réforme territoriale n'est en fait que la conséquence d'un long travail fait en amont dans le cadre de l'Union Européenne.

Si le processus va à son terme, c'est la mort de la France comme de tous les États Européens. Dans cette affaire, François Hollande et ses ministres ne font que suivre une feuille de route élaborée depuis longtemps par la Commission européenne.

Ce processus de régionalisation va de pair avec l'instauration d'un marché transatlantique. Il faut détruire les États pour laisser la place à une multitude de régions qui n'offriront aucune résistance aux produits et aux normes venant d'outre-Atlantique.

Nous sommes dans une logique éminemment libérale répondant aux volontés des grands groupes et aux choix européens décidés par les États :

- concentrer les moyens politiques sur quelques territoires autour de quelques projets dits "d'excellence" économique et financière ;
- diminuer résolument l'emploi public et la sphère d'intervention des services publics au bénéfice du privé ;
- réduire en profondeur la démocratie et les capacités d'intervention citoyenne.

Cette réforme c'est plus d'inégalités entre collectivités : métropoles et régions vont concentrer moyens et lieux de décision, au détriment de la démocratie et du service public de proximité, surtout en milieu rural, pour les Citoyens c'est l'éloignement des lieux de décision.

Moins d'emplois publics : des dizaines de milliers de postes de fonctionnaires seront supprimés et des milliers de contractuels licenciés ?

Suppression ou diminution des prestations sociales et perte de missions essentielles à la population.

Gonflement de la facture fiscale et de la tarification des services publics pour les ménages afin de faire face aux surcoûts éludés de la réforme ; les services publics deviennent « services au public ».

Une telle politique de mépris des citoyens ne peut que renforcer l'incompréhension, le désarroi et l'exaspération. En fermant la porte à toute perspective sociale, elle permet au Front National de prospérer sur la misère.

Nos députés et Sénateurs n'ont pas été élus pour appliquer les lois de la finance dans notre département, mais bel et bien pour répondre aux besoins des Citoyens Lotois.

Il est temps d'arrêter ce désastre, mobilisons nous contre cette réforme.

Collectif « Vivre et travailler partout dans le Lot »
Rassemblement Citoyen le 22 septembre à 15h
devant la trésorerie de St Géry